

*DEUXIÈME SUPPLÉMENT EN DATE DU 2 JANVIER 2026 AU PROSPECTUS DE BASE EN DATE DU  
29 JUILLET 2025*



Rembourser la dette, assurer le futur

**CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE**

**Établissement public national à caractère administratif**

(établi à Paris, France)

**PROGRAMME D'ÉMISSIONS DE DETTE**

**de 130.000.000.000 euros**

**Ce document est publié en deux versions, française et anglaise, faisant également foi**

Ce deuxième supplément (le « **Supplément** ») qui a obtenu le numéro d'approbation 26-002 le 2 janvier 2026 par l'Autorité des marchés financiers (l' « **AMF** »), complète et doit être lu conjointement avec le prospectus de base en date du 29 juillet 2025 qui a obtenu le numéro d'approbation 25-314 le 29 juillet 2025 par l'AMF tel que complété par le premier supplément en date du 3 novembre 2025, approuvé par l'AMF sous le numéro 25-420 le 3 novembre 2025 par l'AMF (ensemble, le « **Prospectus de Base** »), préparés par la Caisse d'Amortissement de la Dette Sociale (« **CADES** » ou l' « **Émetteur** ») et relatifs à son Programme d'Émissions de Dette de 130.000.000.000 d'euros (le « **Programme** »). Les termes définis dans le Prospectus de Base ont la même signification dans le présent Supplément.

Le Prospectus de Base tel que complété constitue un prospectus de base conformément à l'article 8 du Règlement (UE) 2017/1129 du Parlement Européen et du Conseil du 14 juin 2017, tel qu'il peut être modifié ponctuellement (le « **Règlement Prospectus** »). Le présent Supplément a été préparé conformément à l'article 23 du Règlement Prospectus. L'approbation du présent Supplément a été demandée à l'AMF en sa qualité d'autorité compétente au titre du Règlement Prospectus.

Le présent Supplément a été préparé dans le but de mettre à jour (i) les sections « *Description Générale du Programme* », « *Facteurs de Risques* » et « *Utilisation des Fonds* » à la suite de la publication d'une annexe au cadre d'émissions sociales de l'Émetteur et (ii) la section « *Description de l'Émetteur* » à la suite de l'entrée en vigueur de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2026.

A l'exception de ce qui est indiqué dans le présent Supplément, il n'y a pas eu d'autre fait nouveau significatif, d'erreur ou d'inexactitude substantielle concernant les informations contenues dans le Prospectus de Base (y compris les informations incorporées par référence) qui soit significatif dans le cadre du Programme depuis la publication du Prospectus de Base et susceptible d'influencer l'évaluation des Titres. En cas d'incohérence entre (a) toute déclaration du présent Supplément et (b) toute autre déclaration du Prospectus de Base, les déclarations du présent Supplément prévaudront.

Des copies du Prospectus de Base et du présent Supplément seront disponibles, pendant les heures habituelles d'ouverture des bureaux, tous les jours de la semaine (à l'exception des samedis, dimanches et jours fériés), pour consultation par les Titulaires de Titres aux bureaux désignés de l'Agent Financier et seront disponibles sans frais (i) sur le site Internet de l'AMF ([www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)) et (ii) sur le site Internet de l'Émetteur ([www.cades.fr](http://www.cades.fr)).

Dans la mesure où cela est applicable et conformément à l'article 23.2 du Règlement Prospectus, les investisseurs qui ont déjà accepté d'acheter ou de souscrire des Titres à émettre dans le cadre du Programme avant que le Supplément ne soit publié ont le droit de retirer leur acceptation pendant trois jours ouvrables après la publication du présent Supplément, à condition que le fait nouveau significatif ou l'erreur ou inexactitude substantielle visé dans le présent Supplément soit survenu ou ait été constaté avant la clôture de l'offre ou la livraison des Titres, selon ce qui se produit en premier. Ce délai peut être prorogé par l'Émetteur. Ce droit de rétractation prend fin à la fermeture des bureaux le 7 janvier 2026. Les investisseurs peuvent contacter les Intermédiaires Financiers Autorisés s'ils souhaitent exercer le droit de retrait.

## **CONTENUS**

|  |   |
|--|---|
| MODIFICATION DE LA SECTION DESCRIPTION GÉNÉRALE DU PROGRAMME ..... | 3 |
| MODIFICATION DE LA SECTION FACTEURS DE RISQUES .....               | 4 |
| MODIFICATION DE LA SECTION UTILISATION DES FONDS .....             | 5 |
| MODIFICATION DE LA SECTION DESCRIPTION DE L'ÉMETTEUR .....         | 6 |
| PERSONNE RESPONSABLE DU SUPPLÉMENT .....                           | 8 |

## **MODIFICATION DE LA SECTION DESCRIPTION GÉNÉRALE DU PROGRAMME**

À la section « **Description Générale du Programme** » aux pages 8 à 16 de la version française du Prospectus de Base, le paragraphe intitulé « **Utilisation des fonds** » à la page 16 est supprimé dans son intégralité et remplacé comme suit :

**« Utilisation des fonds :**

Le produit net de l'émission des Titres est destiné aux besoins généraux de financement de l'Émetteur, à moins qu'il n'en soit spécifié autrement dans les Conditions Définitives applicables.

Les Conditions Définitives applicables peuvent notamment indiquer qu'un montant équivalent au produit net de l'émission des Titres sera exclusivement affecté au financement ou au refinancement, en tout ou en partie, de transferts de dette éligibles votés et effectifs à compter de 2020 et concernant les déficits de branches de sécurité sociale précises (« **Obligations Sociales** ») comme indiqué dans le cadre d'émissions sociales de l'Émetteur (tel que modifié et complété ponctuellement) (le « **Document-Cadre** ») disponible sur le site internet de l'Émetteur (<https://www.cades.fr/fr/relations-investisseurs>). Afin de lever toute ambiguïté, le Document-Cadre ou toute opinion ou certification connexe n'est pas et ne sera pas réputé être incorporé au présent Prospectus de Base ni en faire partie. »

## **MODIFICATION DE LA SECTION FACTEURS DE RISQUES**

Au sein de la section « **Facteurs de Risques** » aux pages 17 à 30 de la version française du Prospectus de Base, le premier paragraphe du facteur de risque intitulé « **Risques relatifs aux Obligations Sociales** » de la sous-section 2 « **Facteurs de Risques relatifs aux Titres** » à la page 29 est supprimé dans son intégralité et remplacé comme suit :

« Les Conditions Définitives relatives à toute Souche de Titres spécifique peuvent préciser que les Titres constitueront des Obligations Sociales. Dans ce cas, l’Émetteur aura l’intention d’utiliser un montant équivalent au produit net de ces Titres exclusivement pour financer ou refinancer, en tout ou partie, les transferts de dette admissible tels que décrits dans le Document-Cadre de l’Émetteur présenté sur son site internet (<https://www.cades.fr/fr/relations-investisseurs>). Les termes « Obligations Sociales » et « Document-Cadre » sont définis à la section « Utilisation des fonds » du présent Prospectus de Base. »

## MODIFICATION DE LA SECTION UTILISATION DES FONDS

À la section « **Utilisation des Fonds** » à la page 105 de la version française du Prospectus de Base, le deuxième paragraphe est supprimé dans son intégralité et remplacé comme suit :

« Les Conditions Définitives applicables peuvent notamment indiquer qu'un montant équivalent au produit net de l'émission des Titres sera affecté exclusivement au financement ou au refinancement, en tout ou partie, de la dette admissible déterminée par la loi et transférée à la CADES, effective à compter de 2020 et portant sur les déficits de branches spécifiques et régimes de sécurité sociale en France (« **Obligations Sociales** ») comme indiqué dans le cadre d'émissions sociales de l'Émetteur (tel que modifié et complété ponctuellement) (le « **Document-Cadre** ») disponible sur le site internet de l'Émetteur (<https://www.cades.fr/fr/relations-investisseurs>). En particulier, la sélection des déficits admissibles au financement/refinancement via le Document-Cadre est expressément définie par les lois n°2020-992 du 7 août 2020 et n° 2025-1403 du 30 décembre 2025. Le Document-Cadre énonce les catégories de déficits de la sécurité sociale admissibles qui ont été identifiées par l'Émetteur. »

## MODIFICATION DE LA SECTION DESCRIPTION DE L'ÉMETTEUR

À la section « **Description de l'Émetteur** » aux pages 106 à 119 de la version française du Prospectus de Base, le deuxième paragraphe de la section intitulée « **Description de l'Émetteur - Présentation** » à la page 106 est supprimé dans son intégralité et remplacé comme suit :

« La CADES a été créée en 1996 dans le cadre d'une série de mesures destinées à réformer le régime général de la sécurité sociale et à rembourser ses déficits cumulés entre 1994 et 1996. L'État a depuis lors transféré à la CADES des dettes de sécurité sociale supplémentaires à plusieurs reprises, et en vertu de la loi organique n°2020-991 relative à la dette sociale et à l'autonomie, ainsi que de la loi n°2020-992 relative à la dette sociale et à l'autonomie, adoptées le 7 août 2020 (les « **Lois de 2020** »), l'État a transféré un montant total de dette sociale de 136 milliards d'euros à la CADES entre 2020 et 2023. L'État a également élargi à plusieurs reprises la base des prélèvements sociaux pour fournir à la CADES les ressources nécessaires au service de l'endettement supplémentaire. La loi n° 2025-1403 du 30 décembre 2025 de financement de la sécurité sociale pour 2026 (« **Loi de Financement de la Sécurité Sociale pour 2026** ») prévoit le transfert de dette sociale d'un montant maximum de 15 milliards d'euros à la CADES. Se reporter à la section « Évolution historique de la dette et des ressources » ci-dessous. »

À la section « **Description de l'Émetteur** » aux pages 106 à 119 de la version française du Prospectus de Base, le premier paragraphe de la section intitulée « **Description de l'Émetteur - Évolution historique de la dette et des ressources** » à la page 107 est supprimé dans son intégralité et remplacé comme suit :

« À sa création en 1996, la CADES était responsable de 44,7 milliards d'euros de dette sociale lui ayant été transférée par l'ACOSS et l'État. Des transferts supplémentaires de dette sociale à la CADES sont intervenus en 1998 (13,3 milliards d'euros) et 2003 (1,3 milliard d'euros). Entre 2004 et 2006, le régime général d'assurance maladie a transféré 48,4 milliards d'euros supplémentaires de dette à la CADES et l'État a augmenté l'assiette fiscale de la CRDS de 95 % à 97 % du revenu imposable des contribuables français. La dette supplémentaire transférée à la CADES a suivi le calendrier suivant : 36,1 milliards d'euros en 2004, 6,6 milliards d'euros en 2005 et 5,7 milliards d'euros en 2006. Depuis 2005, l'État est tenu par la loi organique n°2005-881 du 2 août 2005 relative aux lois de financement de la sécurité sociale de faire correspondre à toute hausse de la dette sociale transférée à la CADES une hausse des ressources de la CADES. Le Conseil d'État considère que les dispositions organiques autorisent le législateur, lorsque la trajectoire d'amortissement s'améliore et que la date d'extinction prévisionnelle de la dette est en-deçà du terme du 31 décembre 2033, à transférer de nouvelles dettes sociales à la CADES, y compris sans l'accompagner de nouvelles ressources affectées, si ce transfert ne porte pas le terme de l'amortissement de la dette sociale au-delà de cette date.<sup>1</sup> »

À la section « **Description de l'Émetteur** » aux pages 106 à 119 de la version française du Prospectus de Base, un nouveau paragraphe est ajouté à la fin de la section intitulée « **Description de l'Émetteur - Évolution historique de la dette et des ressources** » à la page 109 comme suit :

« La Loi de Financement de la Sécurité Sociale pour 2026 prévoit le transfert de dette sociale d'un montant maximum de 15 milliards d'euros, au titre des déficits cumulés des exercices 2021 à 2024 de la branche vieillesse et de l'exercice 2024 de la branche maladie. Ce transfert reste compatible avec le respect de la limite organique du 31 décembre 2033 pour l'extinction de la dette sociale. Ce transfert intervient au plus tard le 31 décembre 2026 et sa date et montant seront fixés par décret. »

---

<sup>1</sup> « Saisi par le Premier ministre d'une demande d'avis portant sur l'interprétation des règles organiques encadrant le transfert de déficits à la Caisse d'amortissement de la dette sociale au moment du transfert, le Conseil d'Etat a confirmé que les dispositions organiques permettent au législateur de transférer de la dette sociale à la CADES à condition que les informations qui lui sont fournies lui permettent d'apprécier l'effet que ce transfert aura sur la durée d'amortissement. » (voir Amendement N° 1871 au projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026).

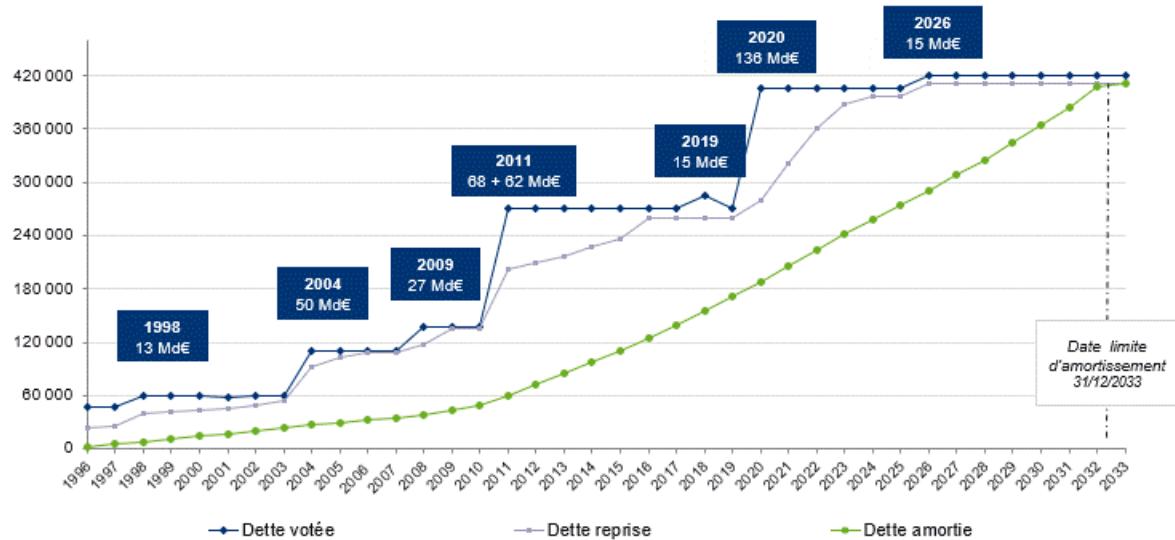
À la section « **Description de l’Émetteur** » aux pages 106 à 119 de la version française du Prospectus de Base, la section intitulée « **Description de l’Émetteur - La dette sociale** » aux pages 112 et 113 est supprimée dans son intégralité et remplacée comme suit :

« Le total de la dette sociale transférée à la CADES par le Parlement français s'est élevé à 44,8 milliards d'euros en 1996, 13,3 milliards d'euros en 1998, 1,3 milliard d'euros en 2003, 48,4 milliards d'euros de 2004 à 2006, 10 milliards d'euros en 2008 et 17 milliards d'euros en 2009. Par ailleurs, 2,466 milliards d'euros supplémentaires ont été transférés le 24 décembre 2011 en vertu de la Loi de Financement de la Sécurité sociale pour 2012 et un total de 123,3 milliards d'euros ont été transférés entre 2011 et 2017 dans le cadre de la Loi de Financement de la Sécurité Sociale pour 2011. En vertu des Lois de 2020, un total de 136 milliards d'euros a été transféré entre 2020 et 2024. Enfin, la Loi de Financement de la Sécurité Sociale pour 2026 prévoit le transfert de dette sociale, au plus tard le 31 décembre 2026, d'un montant maximum de 15 milliards d'euros à la CADES.

Au 31 décembre 2024, la dette totale transférée à la CADES depuis sa création s'élevait à 396,5 milliards d'euros, la dette remboursée atteignait 258,6 milliards d'euros et le déficit résiduel à la clôture de l'exercice, soit la différence entre la dette transférée et la dette remboursée, s'élevait à 137,9 milliards d'euros.

En 2005, 2006 et 2007, l'ACOSS a remboursé respectivement 1,7 milliard d'euros, 0,3 milliard d'euros et 0,1 milliard d'euros à la CADES par rapport aux trop perçus sur ces années. En 2009, l'ACOSS a remboursé 0,1 milliard d'euros à la CADES par rapport au trop perçu sur l'année en question.

#### Evolution de la dette votée, reprise et amortie (en M€)



»

## **PERSONNE RESPONSABLE DU SUPPLÉMENT**

**Personne assumant la responsabilité du présent Supplément**

**Au nom de l'Émetteur**

En vertu des présentes, l'Émetteur déclare que les informations contenues ou incorporées par référence dans le présent Supplément sont à sa connaissance conformes aux faits et ne comportent aucune omission susceptible d'en altérer la portée.

**Caisse d'Amortissement de la Dette Sociale représentée par l'Agence France Trésor**

139, rue de Bercy  
75012 Paris  
France

*Directeur général*  
Antoine DERUENNES

A Paris, le 2 janvier 2026



Le présent Supplément au Prospectus de Base a été approuvé le 2 janvier 2026 par l'AMF, en sa qualité d'autorité compétente en vertu du Règlement (UE) 2017/1129.

L'AMF a approuvé le présent Supplément après avoir vérifié que les informations figurant dans le Prospectus de Base sont complètes, cohérentes et compréhensibles au sens du Règlement (UE) 2017/1129. L'approbation n'implique pas la vérification de l'exactitude de ces informations par l'AMF.

Cette approbation ne constitue pas un avis favorable sur l'Émetteur décrit dans le présent Supplément.

Ce Supplément au Prospectus de Base a obtenu le numéro d'approbation suivant : 26-002.

SECOND SUPPLEMENT DATED 2 JANUARY 2026 TO THE BASE PROSPECTUS DATED 29 JULY 2025



Rembourser la dette, assurer le futur

**CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE**

**Établissement public national à caractère administratif (French national public entity)**

(established in Paris, France)

**EURO 130,000,000,000**

**DEBT ISSUANCE PROGRAMME**

**This document is published in French and English versions, both of which are valid**

This second supplement (the “**Supplement**”) which has obtained approval number 26-002 on 2 January 2026 from the *Autorité des marchés financiers* (the “**AMF**”) is supplemental to and must be read in conjunction with the base prospectus dated 29 July 2025 which has been granted approval number 25-314 on 29 July 2025 by the AMF as supplemented by the first supplement thereto dated 3 November 2025 which has been granted approval number 25-420 on 3 November 2025 by the AMF (together, the “**Base Prospectus**”), prepared by the *Caisse d'Amortissement de la Dette Sociale* (“**CADES**” or the “**Issuer**”) with respect to its Euro 130,000,000,000 Debt Issuance Programme (the “**Programme**”). Terms defined in the Base Prospectus have the same meaning when used in this Supplement.

The Base Prospectus as supplemented constitutes a base prospectus for the purposes of Article 8 of Regulation (EU) 2017/1129 of the European Parliament and of the European Council dated 14 June 2017, as may be amended from time to time (the “**Prospectus Regulation**”). This Supplement has been prepared in accordance with Article 23 of the Prospectus Regulation. Application has been made for approval of this Supplement to the AMF in its capacity as competent authority under the Prospectus Regulation.

This Supplement has been produced for the purposes of updating (i) the sections “*General Description of the Programme*”, “*Risk Factors*” and “*Use of Proceeds*” following the publication of an annex to the Issuer’s social bond framework and (ii) the section “*Description of the Issuer*” following the entry into force of the social security financing act for 2026.

Save as disclosed in this Supplement, there has been no other significant new factor, material mistake or material inaccuracy relating to the information included in the Base Prospectus (including information incorporated by reference) which is material in the context of the Programme since the publication of the Base Prospectus and which may affect the assessment of the Notes. To the extent that there is any inconsistency between (a) any statement in this Supplement and (b) any other statement in the Base Prospectus, the statements in this Supplement will prevail.

Copies of the Base Prospectus and this Supplement will be available, during usual business hours on any weekday (Saturdays, Sundays and public holidays excepted), for inspection by Noteholders at the specified offices of the Fiscal Agent and will be available without charge (i) on the website of the AMF ([www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)) and (ii) on the website of the Issuer ([www.cades.fr](http://www.cades.fr)).

To the extent applicable and in accordance with Article 23.2 of the Prospectus Regulation, investors who have already agreed to purchase or subscribe for Notes to be issued under the Programme before this Supplement is published shall have the right, exercisable within three working days after the publication of this Supplement, to withdraw their acceptances, provided that the significant new factor, material mistake or material inaccuracy referred to in this Supplement arose or was noted before the closing of the offer period or the delivery of the Notes, whichever occurs first. That period may be extended by the Issuer. This right to withdrawal shall expire by close of business on 7 January 2026. Investors may contact the Authorised Offerors should they wish to exercise the right to withdrawal.

## **CONTENTS**

|  |   |
|--|---|
| MODIFICATION TO THE GENERAL DESCRIPTION OF THE PROGRAMME SECTION ..... | 3 |
| MODIFICATION TO THE RISK FACTORS SECTION .....                         | 4 |
| MODIFICATION TO THE USE OF PROCEEDS SECTION.....                       | 5 |
| MODIFICATION TO THE DESCRIPTION OF THE ISSUER SECTION .....            | 6 |
| PERSON RESPONSIBLE FOR THE SUPPLEMENT .....                            | 8 |

## **MODIFICATION TO THE GENERAL DESCRIPTION OF THE PROGRAMME SECTION**

In the section “**General Description of the Programme**” on pages 7 to 14 of the English version of the Base Prospectus, the paragraph entitled “**Use of Proceeds**” on page 14 is deleted in its entirety and replaced by the following:

**“Use of Proceeds:**

The net proceeds of the issue of the Notes will be used for general financing purposes of the Issuer unless otherwise specified in the relevant Final Terms.

The relevant Final Terms might notably specify that an amount equivalent to the net proceeds of the issue of the Notes will be exclusively used to finance and/or re-finance, in part or in full, transfers of eligible debt that has been voted and is effective as of 2020 and that relates to the deficits of specific social security branches (“**Social Bonds**”) as set out in the Issuer’s social bond framework (as amended and supplemented from time to time) (the “**Framework**”) available on the Issuer’s website (<https://www.cades.fr/en/investor-relations>). For the avoidance of doubt, the Framework or any related opinion or certification is not, nor shall be deemed to be, incorporated in and/or form part of this Base Prospectus.”

## **MODIFICATION TO THE RISK FACTORS SECTION**

In the section “**Risk Factors**” on pages 15 to 26 of the English version of the Base Prospectus, the first paragraph of the risk factor entitled “**Risks relating to Social Bond**” in the sub-section 2 “**Risk Factors relating to the Notes**” on page 26 is deleted in its entirety and replaced by the following:

“The Final Terms relating to any specific Series of Notes may provide that such Notes will constitute Social Bonds. In such case, it will be the Issuer’s intention to exclusively use an amount equivalent to the net proceeds of such Notes to finance and/or refinance, in part or in full, transfers of eligible debt as set out in the Issuer’s Framework available on the Issuer’s website (<https://www.cades.fr/en/investor-relations>). The terms “Social Bonds” and “Framework” are defined in the “*Use of Proceeds*” section in this Base Prospectus.”

## **MODIFICATION TO THE USE OF PROCEEDS SECTION**

In the section “**Use of Proceeds**” on page 99 of the English version of the Base Prospectus, the second paragraph is deleted in its entirety and replaced by the following:

“The relevant Final Terms might notably specify that an amount equivalent to the net proceeds of the issue of the Notes will be used to exclusively finance and/or re-finance, in part or in full, eligible debt that has been determined by the law and transferred to CADES and is effective as of 2020 and that relates to the deficits of specific social security branches and regimes in France (“**Social Bonds**”) as set out in the Issuer’s social bond framework (as amended and supplemented from time to time) (the “**Framework**”) available on the Issuer’s website (<https://www.cades.fr/en/investor-relations>). In particular, the selection of deficits that are eligible for financing/re-financing through the Framework is specifically defined by the laws no. 2020-992 dated 7 August 2020 and no. 2025-1403 dated 30 December 2025. The Framework sets out categories of eligible social security deficits that have been identified by the Issuer.”

## MODIFICATION TO THE DESCRIPTION OF THE ISSUER SECTION

In the section “**Description of the Issuer**” on pages 100 to 112 of the English version of the Base Prospectus, the second paragraph of the section entitled “**Description of the Issuer - Overview**” on page 100 is deleted in its entirety and replaced by the following:

“CADES was established in 1996 as part of a series of measures to reform the French social security system with the aim of repaying the debt it accumulated between 1994 and 1996. The French State has since transferred additional social security debt to CADES on several occasions, and, pursuant to the organic act no. 2020-991 (*loi organique n° 2020-991 relative à la dette sociale et à l'autonomie*) and the regular act no. 2020-992 (*loi n° 2020-992 relative à la dette sociale et à l'autonomie*) enacted on 7 August 2020 (the “**2020 Acts**”), has transferred a total of Euro 136 billion of social security debt to CADES between 2020 and 2023. The French State has also from time to time increased the revenue base of social security taxes to provide CADES with the necessary revenue to service such additional indebtedness. The 2026 Social Security Financing Act (*loi n° 2025-1403 du 30 décembre 2025 de financement de la sécurité sociale pour 2026*) provides for the social security debt transfer in a maximum amount of Euro 15 billion to CADES. See “Historical Evolution of Debt and Resources” below.

In the section “**Description of the Issuer**” on pages 100 to 112 of the English version of the Base Prospectus, the first paragraph of the section entitled “**Description of the Issuer – Historical Evolution of Debt and Resources**” on page 101 is deleted in its entirety and replaced by the following:

“At its establishment in 1996, CADES was responsible for Euro 44.7 billion of social security debt transferred to it by ACOSS and the French State. Further transfers of social security debt were made to CADES in 1998 (Euro 13.3 billion) and 2003 (Euro 1.3 billion). From 2004 to 2006, the French health insurance system transferred an additional Euro 48.4 billion of debt to CADES, and the French State increased the taxable assessment base for the CRDS from 95 per cent. to 97 per cent. of taxable income of French taxpayers. This additional debt was transferred to CADES as follows: Euro 36.1 billion in 2004, Euro 6.6 billion in 2005 and Euro 5.7 billion in 2006. Since 2005, the French State has been legally required by Organic Law n° 2005-881 on social security funding dated 2 August 2005 (*loi organique n° 2005 – 881 du 2 août 2005 relative aux lois de financement de la sécurité sociale*) to match any increase in the social security debt it transfers to CADES with increased resources for CADES. The Council of State (*Conseil d'État*) considers that the organic provisions authorise the French legislator to transfer new social security debts to CADES, including without assigning new dedicated resources, when the amortisation trajectory improves and the projected debt repayment date is before 31 December 2033, provided that this transfer does not extend the social security debt amortisation period beyond that date.<sup>1</sup>”

In the section “**Description of the Issuer**” on pages 100 to 112 of the English version of the Base Prospectus, a new paragraph is added at the end of the section entitled “**Description of the Issuer – Historical Evolution of Debt and Resources**” on page 103 as follows:

“The 2026 Social Security Financing Act provides for the transfer of a maximum amount of Euro 15 billion, in respect of the cumulative deficits for the financial years 2021 to 2024 of the French old-age pension system and for the financial year 2024 of the French health insurance system. This transfer remains compatible with

---

<sup>1</sup> “Following a request from the Prime Minister for an opinion on the interpretation of the organic laws governing the transfer of deficits to the Caisse d'amortissement de la dette sociale at the time of the transfer, the Council of State (Conseil d'État) confirmed that the organic laws allow the legislator to transfer social security debt to CADES as long as the information provided to it enables it to assess the effect that this transfer will have on the amortisation period.” (see the Amendment No. 1871 to the 2026 social security financing act proposal).

compliance with the organic limit of 31 December 2033 for the extinction of social security debt. This transfer shall take place no later than 31 December 2026 and its date and amount shall be fixed by decree.”

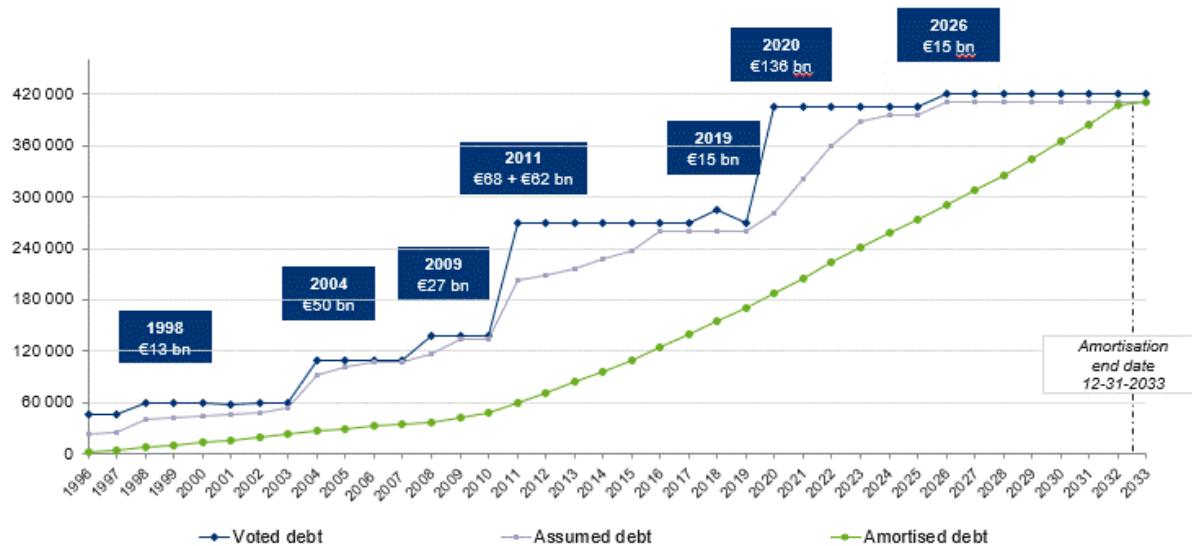
In the section “**Description of the Issuer**” on pages 100 to 112 of the English version of the Base Prospectus, the section entitled “**Description of the Issuer – The Social Security Debt**” on page 106 is deleted in its entirety and replaced by the following:

“The total social security debt transferred to CADES by the French Parliament consisted of Euro 44.8 billion in 1996, Euro 13.3 billion in 1998, Euro 1.3 billion in 2003, Euro 48.4 billion from 2004 to 2006, Euro 10 billion in 2008 and Euro 17 billion in 2009. In addition, a further Euro 2.466 billion was transferred on 24 December 2011 pursuant to the 2012 Social Security Financing Act and a total of Euro 123.3 billion has been transferred between 2011 and 2017 pursuant to the 2011 Social Security Financing Act. Pursuant to the 2020 Acts, a total of Euro 136 billion has been transferred between 2020 and 2024. Finally, pursuant to the 2026 Social Security Financing Act, CADES shall receive a social security debt transfer in a maximum amount of Euro 15 billion, no later than 31 December 2026.

As at 31 December 2024, the total debt that had been transferred to CADES since its creation was Euro 396.5 billion, the debt repaid was Euro 258.6 billion, and the residual year end deficit, which is the difference between the debt transferred and the debt repaid, was Euro 137.9 billion.

In 2005, 2006 and 2007, ACOSS reimbursed Euro 1.7 billion, Euro 0.3 billion and Euro 0.1 billion respectively to CADES in relation to amounts overpaid by CADES in the respective previous years. In 2009, ACOSS reimbursed Euro 0.1 billion to CADES in relation to an amount overpaid the same year.

#### Evolution of the voted, assumed and amortized debt (in €m)



”

## **PERSON RESPONSIBLE FOR THE SUPPLEMENT**

### **Responsibility for this Supplement**

#### **In the name of the Issuer**

The Issuer hereby declares that, to the best of its knowledge, the information contained or incorporated by reference in this Supplement is in accordance with the facts and that this Supplement makes no omission likely to affect its import.

**Caisse d'Amortissement de la Dette Sociale represented by the Agence France Trésor**

139, rue de Bercy  
75012 Paris  
France

*Directeur général*  
Antoine DERUENNES

In Paris, on 2 January 2026



This Supplement to the Base Prospectus has been approved on 2 January 2026 by the AMF, in its capacity as competent authority under Regulation (EU) 2017/1129.

The AMF has approved this Supplement after having verified that the information it contains is complete, coherent and comprehensible within the meaning of Regulation (EU) 2017/1129. Such approval does not imply verification of the accuracy of this information by the AMF.

This approval is not a favourable opinion on the Issuer described in this Supplement.

This Supplement to the Base Prospectus obtained the following approval number: 26-002.